

Contribution des secteurs institutionnels au PIB (en %)

Secteurs	2016	2017	2018
Sociétés non financières	38,5	38,9	39,1
Sociétés financières	4,6	4,6	4,5
Administrations Publiques	15,9	15,4	15,1
Ménages	29,1	29,5	29,3
ISBLSM	0,2	0,2	0,2
Impôts nets de subventions sur la production et les importations	11,7	11,5	11,8
Produit intérieur brut	100	100	100

Source : HCP

Richesse nationale. Les ménages et le privé premiers contributeurs

La hausse du revenu national brut est principalement le fait de la résilience de certaines structures privées et de l'implication des ménages. Pourtant, ces derniers demeurent les parents pauvres des politiques publiques.

Abdessamad Naimi

a.naimi@leseco.ma

La création de richesse est de moins en moins subordonnée à la performance ou au dynamisme de l'État. L'arrêté des comptes nationaux des secteurs institutionnels de l'année 2018 montre que le produit intérieur brut (PIB), aux prix courants, a affiché une valeur de 1.106,8 MMDH en 2018, en augmentation de 4,1% par rapport à 2017, les sociétés financières et non financières ont créé 43,6% de la richesse nationale et ont disposé de 14,9% du revenu national brut disponible. Elles ont contribué pour 55,3% à l'épargne nationale et pour 56,8% à l'investissement (formation brute du capital fixe), les ménages et les institutions sans but lucratif au

service des ménages (ISBLSM) ont produit 29,5% de la richesse nationale et ont disposé de 62,5% du revenu national brut disponible. Ils ont participé à la création de 27,7% de l'épargne nationale et de 25,2% de l'investissement. Le pouvoir d'achat s'est légèrement amélioré à 0,4% dans un contexte de maîtrise de l'inflation. Le secteur des sociétés (financières et non financières), premier producteur de la richesse nationale, a affiché une légère amélioration de sa contribution au PIB, passant de 43,5% en 2017 à 43,6% en 2018. La contribution des ménages s'est située à 29,5% du PIB au lieu de 29,7% une année auparavant. En revanche, celle des administrations publiques s'est établie à 15,1% du PIB, en léger recul de 0,3 point par rapport à 2017. Les impôts nets de subventions sur la

production et les importations se sont accrus de 0,3 point par rapport à 2017. Le revenu national brut disponible (RNBD), de son côté, a connu une hausse de 2,7% en 2018 pour se situer à 1.157,7 MMDH. Cette évolution est due à l'augmentation de 2,6% du revenu brut disponible des sociétés (financières et non financières), de 3,2% pour les ménages et ISBLSM et de 1,4% pour les administrations publiques. Ainsi, les contributions des secteurs institutionnels au RNBD se sont situées à 62,5% pour les ménages, 22,6% pour les administrations publiques et 14,9% pour les sociétés (avec 2,2% pour les sociétés financières).

Le taux d'épargne en baisse

Le revenu disponible brut (RDB) des ménages s'est quant à lui accru de 3,2% pour atteindre

Les ménages s'endettent

L'endettement des ménages (y compris les entrepreneurs individuels) auprès des banques a marqué une hausse, passant de 17,5 MMDH en 2017 à 23,7 MMDH en 2018. Le flux net des dépôts a ainsi connu une baisse remarquable, passant de 50,6 MMDH en 2017 à de 33,9 MMDH en 2018. En outre, la participation des sociétés financières (SF) au financement de l'économie a connu une forte amélioration. En effet, le flux net des crédits accordés par ce secteur a atteint 64,8 MMDH en 2018 au lieu de 34,5 MMDH en 2017. En parallèle, les dépôts auprès de ces établissements ont affiché un flux net de l'ordre de 74,9 MMDH en 2018 au lieu de 77,5 MMDH une année auparavant.

714,2 MMDH en 2018. La contribution de la rémunération des salariés à ce revenu a été de 47,5%. Le revenu mixte, y compris l'excédent brut du service de logement, a contribué au RDB des ménages à hauteur de 42,5%; les revenus de la propriété nets, les prestations sociales et autres transferts nets avec 25,8%. Toutefois, les impôts sur le revenu et le patrimoine et les cotisations sociales ont contribué négativement (-15,8%). Le taux d'épargne des ménages a régressé de 1 point, pour se situer à 11,4% en 2018, suite à une progression plus importante des dépenses de consommation finale (+4,3%) par rapport à celle du revenu disponible brut (+3,2%). Par habitant, le revenu disponible des ménages a atteint 20.279 DH en 2018 au lieu de 19.852 DH, en 2017 enregistrant ainsi une hausse de 2,2%. Suite à une augmentation

de 1,8% des prix à la consommation en 2018, le pouvoir d'achat des ménages s'est situé à 0,4 point. Par ailleurs, les données de l'enquête FINDEX 2017 de la Banque mondiale montrent que la proportion de la population en âge d'activité qui épargne est deux fois moins élevée au Maroc que la moyenne des pays de la catégorie à revenu intermédiaire-inférieur. Ces niveaux seraient encore plus bas si l'on se limitait à l'épargne auprès des institutions financières. Du point de vue des autorités financières, deux catégories d'actions sont à envisager. La première consiste à accroître le potentiel à moyen et long termes de cette épargne par l'accélération de la croissance, l'amélioration de l'emploi et surtout de sa productivité. Il s'agit dans les faits d'enclencher un cercle vertueux d'une croissance génératrice de

revenus et donc d'épargne elle-même nécessaire pour soutenir cette croissance. En second lieu, il s'agit de poursuivre le développement du système financier, en particulier par l'élargissement et la diversification des opportunités et des produits de l'épargne parallèlement à l'élargissement de l'accès aux services financiers à un plus grand nombre de ménages. Globalement, le besoin de financement de la Nation a été de 65,6 MMDH en 2018 et a représenté 5,9% du PIB au lieu de 3,5% du PIB une



Le secteur privé a créé 43,6% de la richesse nationale et a disposé de 14,9% du revenu national brut disponible.

année auparavant. Cette hausse a été le produit du creusement des besoins de financement des sociétés non financières de 19,3 MMDH, ceux des Administrations publiques de 5,5 MMDH et de la détérioration de la capacité de financement des ménages et ISBLSM de 4,6 MMDH. En revanche, les sociétés financières ont connu une amélioration de leur capacité de financement, passant de 13,6 MMDH en 2017 à 15,1 MMDH en 2018. Par ailleurs, la dette intérieure des administrations publiques a marqué une forte augmentation, affichant un flux net de l'ordre de 35,5 MMDH en termes des émissions nettes de bons du Trésor en 2018, contre 24,4 MMDH en 2017. En revanche, l'endettement extérieur de ce secteur a enregistré un flux net de l'ordre de -1,8 MMDH en 2018 au lieu de 3,5 MMDH l'année précédente. ●